

autoactu.com

[Accueil](#) /[Actualités](#) /[Analyse](#) /

En 2026, la question de l...

09/03/2026 - [#Dongfeng](#) , [#Stellantis](#)

En 2026, la question de la rémunération de Filosa est plus cruciale que celle de Tavares

Par Bernard Jullien

Inclus dans votre abonnement

Offrir cet article



Antonio Filosa, directeur général de Stellantis, lors de la 5e édition de la cérémonie "Supplier of the Year", organisée par le groupe en octobre 2025.

L'émotion, aussi légitime que vaine, que suscite le fait que C. Tavares va toucher 12 millions d'euros au titre de l'exercice 2025 et A. Filosa 5,4 devrait conduire à se demander ce que les actionnaires de ce groupe veulent vraiment et comment ils entendent gouverner le paquebot qu'ils ont créé. Nommer des patrons qui sont seuls maîtres à bord et les laisser se fixer des caps et des objectifs qu'ils se contentent de valider pour s'apercevoir ensuite qu'ils s'étaient trompés de cap

semble être la seule manière d'opérer dont l'actionnariat soit capable. C'est d'abord cela qui doit inquiéter.

L'information était déjà publique depuis plusieurs mois mais son officialisation dans le rapport annuel suscite, non sans raison, de nouveaux commentaires : **Carlos Tavares** remercié en décembre 2024 encaisse encore au titre de l'exercice 2025 un total de 12 millions d'euros soit plus que **Antonio Filosa** qui, arrivé en milieu d'année, ne percevra "que" 5,4 millions. Dans la rémunération de Carlos Tavares qui est détaillée [dans le rapport sur les rémunérations aux pages 187 et suivantes](#), on saisit qu'il reçoit une année de salaire fixe soit 2 millions d'euros comme "indemnité de départ" mais que l'essentiel de la somme qu'il recevra le sera en raison des "performances" de Stellantis atteintes grâce à lui.

On lit ainsi :

"Conformément aux dispositions des accords relatifs au plan d'intéressement des employés (EIP) et à l'attribution d'actions, M. Tavares a droit à une part proportionnelle des primes à long terme (LTI) de 2022, 2023 et 2024, calculée en fonction de sa période d'emploi au cours des périodes de performance respectives de trois ans. Le versement de ces primes sera basé sur la performance réelle."

Il est vrai qu'il reçoit beaucoup moins que ce qu'il avait reçu sur les mêmes bases certaines années et, en particulier, en 2023 où sa rémunération totale avait atteint 36 millions d'euros. Il n'en reste pas moins que, déjà problématique en temps "normal", cette rémunération interroge. [Comme l'écrit un commentateur](#) : *"Même si cela est contractuel, la situation apparaît comme cocasse", dès lors que "depuis plusieurs mois, Antonio Filosa s'attache à détricoter les grands totems stratégiques de son prédécesseur."*

Au-delà de la pertinence et de la légitimité des pratiques de rémunération "standard" des dirigeants des très grandes entreprises cotées en général, le cas particulier de Stellantis suscite le doute. En effet, examinant en avril dernier cette question des rémunérations et l'approbation par les actionnaires du nouveau plan de rémunération des dirigeants et du package de Tavares, [F. Lagarde citait déjà](#) la batterie des justifications mobilisées pour faire apparaître les pratiques comme on ne peut plus fondées et raisonnables.

En 2026, la Présidence du Comité des rémunération a changé et c'est maintenant **Fiona Clare Cicconi**, patronne des RH de Google qui l'assure et signe la lettre aux actionnaires mais son contenu est le même.

Face à un conseil d'administration qui ne votait déjà pas comme un seul homme le plan, on sait la question sensible et, marchant sur des œufs, la Présidente du Comité des Rémunérations écrit :

*"Comme toujours, nous restons attachés à la transparence et à la clarté concernant la rémunération de nos administrateurs et de nos dirigeants. Le Conseil d'administration reconnaît que la rémunération est un sujet complexe et délicat pour les actionnaires et les parties prenantes. Notre philosophie de rémunération au mérite continue de nous guider, **garantissant que la rémunération des dirigeants soit judicieusement alignée sur la création de valeur à long terme pour nos actionnaires et sur le succès durable de Stellantis (*)**.*

Au cours des dernières années, nous avons engagé un dialogue constructif avec nos actionnaires

afin de mieux comprendre leurs préoccupations concernant l'approche et la conception de nos programmes de rémunération des dirigeants. Le Comité reconnaît qu'avec un taux d'approbation de 66,92% pour notre Rapport sur la rémunération 2024, de 72,76% pour notre Politique de rémunération et de 81,07% pour notre Plan d'intéressement en actions des dirigeants, il existe une diversité de points de vue et des possibilités d'améliorer l'alignement avec les attentes des investisseurs. Les commentaires ont été les bienvenus, la direction et le Conseil d'administration comprennent les enjeux les plus importants pour les actionnaires, et les enseignements tirés contribueront à l'évolution de nos pratiques."

De ce point de vue, moins que le fait de voir A. Filosa percevoir moitié moins que C. Tavares, c'est le fait qu'on lui définisse pour les temps à venir des perspectives de rémunération du même acabit qui devrait davantage nous interroger. En effet, le Conseil d'administration et sa manière de définir les objectifs du patron du groupe et les primes associées ont été clairement défaillants dans la conduite des affaires de Stellantis depuis que Stellantis existe et les mêmes - à peu de choses près - s'apprêtent aujourd'hui à développer, sur une ligne très anti-Tavares, des relations avec le nouveau patron très homologues. D'évidence, la manière de rémunérer C. Tavares et d'en contrôler l'action stratégique et opérationnelle n'a pas vraiment permis selon les administrateurs que sa gestion soit "*alignée sur la création de valeur à long terme pour nos actionnaires et sur le succès durable de Stellantis*". Aussi, implicitement, on demande simplement aux actionnaires et à ceux pour qui importe le "*succès durable de Stellantis*" comme les salariés et les autres parties prenantes de bien vouloir croire que "*cette fois-ci*", on ne se trompera pas.

En dehors des questions évoquées déjà la semaine passée auxquelles le plan stratégique devra répondre, c'est la question de la structure de l'actionnariat, des desiderata exprimés par les uns et les autres et finalement de la lettre de mission donnée au patron du groupe qui est posée en arrière-plan. Les doutes que cela suscite s'expriment dans les termes évoqués mercredi dans ces colonnes : poser la question "La gouvernance de Stellantis est-elle vraiment à la hauteur ?" est une manière de pointer le fait que les actionnaires que représentent les administrateurs n'ont pas ou plus forcément la volonté, les moyens ou les connaissances nécessaires pour challenger les analyses que le patron et ses équipes leur proposent. Quand ils le font, depuis S. Marchionne au moins, la question de savoir si c'est bien le "succès durable" de l'entreprise qu'ils ont en tête se pose.

Après tout, la gestion de FCA proposée de 2014 jusqu'à la fusion avec FCA avec l'assentiment conscient de Exor et J. Elkann a tout de même été caractérisée par un court-termisme patent. Insoutenable à terme, l'impasse faite sur la décarbonation et même sur la simple alimentation du "hub produits" n'est pas apparue comme telle uniquement parce que la quête d'un partenaire a finalement abouti et a permis in extremis de masquer la misère. Côté PSA, le rétablissement de la situation catastrophique dans laquelle était l'entreprise à l'arrivée de Carlos Tavares s'explique en large partie par le fait que les prises de participation de l'État français et de Dongfeng à l'époque ont permis de confier le rétablissement au tandem Gallois-Tavares en éloignant la famille dont l'inaptitude à jouer un rôle convaincant auprès des directions successives de PSA les années précédentes était devenue criante.

Ainsi, le fait que l'actionnariat de Stellantis soit en partie familial dans un contexte où les membres des familles concernées sont aujourd'hui des héritiers qui ont, pour la plupart d'entre

eux, avec l'entreprise une relation rentière plus qu'affective n'offre aucune garantie de voir les administrateurs développer une réelle attention aux intérêts de long terme du groupe. Le reste de l'actionnariat et, singulièrement, la BPI n'ont pas semblé jusqu'ici vouloir exercer ces dernières années, le rôle de fait que l'actionnaire public avait joué du temps de **Louis Gallois**.

Difficile dans ce contexte de ne pas craindre que les rémunérations "à la performance" de A. Filosa ne nous apparaissent pas en 2029 ou 2030 comme aussi peu fondées que celles qui viennent d'être octroyées à C. Tavares.

(*) *Nous soulignons.*

Par **Bernard Jullien**

Bernard Jullien est maître de conférences d'économie à l'Université de Bordeaux et chercheur spécialisé dans l'industrie et les services automobiles. ... voir plus